

MONDE

Attentats déjoués ? Des activistes basés au Pakistan auraient prévu de lancer des attaques simultanées à Londres, et dans des villes de France et d'Allemagne. Selon *Skynews*, les services de renseignement auraient déjoué ce complot attribué à un groupe réputé proche d'Al Qaïda. La recrudescence d'attaques lancées par des drones au Pakistan ces dernières semaines serait liée aux efforts des services occidentaux pour déjouer ces projets, jugés « à un stade avancé mais pas imminents », selon la chaîne britannique. Les services de sécurité britanniques et américains n'ont pas souhaité commenter cette annonce.

Fausse alerte à la bombe à Paris. La tour Eiffel a été évacuée pour la 2^{ème} fois en 15 jours. C'est la 4^{ème} évacuation en un mois dans la région parisienne. L'inspection du monument n'a rien révélé.

NETANYAHU croit de tout son cœur à l' « aboutissement d'un accord-cadre d'ici un an qui changera l'histoire au Proche-Orient ». L'émissaire américain au Proche-Orient, George MITCHELL, devait rencontrer le chef du gouvernement israélien puis le président de l'Autorité palestinienne. Les Etats-Unis n'ont pas perdu espoir de sauver le processus de paix, mal en point après l'expiration du moratoire israélien sur les constructions nouvelles dans les colonies juives de Cisjordanie. Benjamin NETANYAHU a déclaré au président français qu'il acceptait son invitation à rencontrer Mahmoud ABBAS à Paris en octobre. La date du sommet suggéré par Nicolas SARKOZY n'a pas encore été rendue publique.

Moscou sans tête. Le président russe, Dmitri MEDVEDEV, a limogé le maire de Moscou Iouri LOUJKOV, à la tête de la capitale depuis 18 ans, pour « perte de confiance », écartant une nouvelle fois du pouvoir un poids lourd de la politique russe. En 2004, le Kremlin avait supprimé l'élection des gouverneurs - le maire de Moscou en est un - pour se réserver le droit de les nommer et de les défaire. Depuis plusieurs semaines, le maire de Moscou était attaqué, la campagne à son encontre s'étant développée après sa gestion critiquée des incendies de forêts de l'été dernier en Russie. M. LOUJKOV a également quitté ses fonctions au sein du parti au pouvoir Russie Unie, dirigé par le Premier ministre Vladimir POUTINE, qui a approuvé son limogeage.

EUROPE

Bosnie-Herzégovine et Albanie : exemption de visa avant la fin de l'année ? Le Parlement européen vote le 7 octobre. La Commission européenne estime que les deux pays remplissent les conditions de sécurité requises. L'exemption serait réservée aux seuls détenteurs de passeports biométriques. Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Pierre LELLOUCHE, a annoncé que la France demanderait « des garanties de sûreté » aux deux pays.

Plus de 35 millions d'euros pour Xynthia. La Commission européenne a proposé une aide de 35,6 millions d'euros à la France pour faire face aux conséquences de la tempête Xynthia qui avait touché la façade atlantique française en février 2010. Les aides serviront au remboursement des mesures d'urgence (remise en état des infrastructures, mesures provisoires d'hébergement, interventions des services de secours et nettoyage des zones sinistrées). Le Parlement européen et les Etats membres doivent encore approuver cette proposition.

TRICHET ne veut pas taxer les transactions financières. « D'après notre analyse, ce n'est pas souhaitable pour des raisons économiques et financières, et pour des raisons techniques, il y aurait d'énormes difficultés à mettre en place » une telle taxe, a déclaré Le président de la BCE Jean-Claude TRICHET. « Si nous avons une initiative » dans ce sens en Europe, ainsi que le souhaite Berlin et Paris notamment, « cela pourrait tout simplement déplacer les transactions financières sur d'autres sites », a-t-il poursuivi.

De l'OGM dans le gaz. Rejet par les ministres de l'Agriculture d'une proposition controversée de la Commission visant à laisser aux Etats la décision de permettre ou non la culture de plantes OGM sur leur territoire. La France et l'Italie ont mené la fronde, soutenues par la plupart des autres grands pays agricoles, notamment l'Allemagne et l'Espagne, préoccupés par un risque de « renationalisation » des

politiques communes de l'Europe. La décision finale reviendra aux ministres de l'Environnement qui se réuniront dans trois semaines.

Le vote de confiance des députés à BERLUSCONI. Le président du Conseil italien a obtenu la confiance de la Chambre des députés grâce aux voix des dissidents de droite proches de Gianfranco FINI, (342 voix pour, 275 contre, 3 abstentions).

Les Belges pour la Belgique unie. La « Libre Belgique » a réalisé une enquête dans l'ensemble du Royaume. 12% seulement des 2.000 personnes interrogées veulent la scission du pays (16% en Flandre, 11% en Wallonie, 7% à Bruxelles). 40% des personnes interrogées (51% en Wallonie, 50% à Bruxelles et 22% en Flandres) souhaitent un retour à la Belgique unitaire, et 32% (43% en Flandres, 26% en Wallonie et 26% à Bruxelles) se prononcent pour une Belgique avec davantage de pouvoirs pour les régions et les communautés. Si la Flandre devenait indépendante, 63% des personnes interrogées en Wallonie se prononcent en faveur d'une fédération Wallonie-Bruxelles indépendante.

Austère Espagne. Le gouvernement socialiste espagnol a approuvé un projet de budget 2011 « austère ». Au menu de la diète : la diminution de 16% des dépenses des ministères et de 7,9% des dépenses de l'Etat. Les fonctionnaires subissent déjà depuis juin une baisse de 5% de leurs salaires. S'ajoute aussi une hausse de l'impôt sur les revenus les plus élevés (de un point pour les revenus de plus de 120.000 euros par an et deux points pour plus de 175.000 euros).

Deux frères. L'ancien ministre britannique des Affaires étrangères, David MILIBAND, a annoncé son retrait des instances dirigeantes du parti travailliste, quelques jours après l'élection de son frère Ed à la direction du Labour.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Présidentielle brésilienne. 1^{er} tour ce dimanche. La dauphine du président LULA, Dilma ROUSSEFF, a reculé de trois points avec 46% des intentions de vote, augmentant la possibilité d'un deuxième tour, qui pourrait avoir lieu le 31 octobre. Son principal adversaire, le social-démocrate José SERRA, ancien gouverneur de Sao Paulo, se maintient à 28% par rapport à la semaine dernière tandis que la chef de file des Verts, Marina SILVA, a grimpé d'un point (de 13% à 14%).

Législatives vénézuéliennes. Le parti du président Hugo CHAVEZ conserve sa majorité absolue, mais l'opposition réalise une percée significative au Parlement après avoir boycotté le précédent scrutin. Le parti de CHAVEZ, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), décroche 94 sièges sur 165, et les partis d'opposition toutes tendances confondues, 62. 6 sièges restent à départager.

Secrétaire général de la Maison-Blanche. Rahm EMANUEL est « proche » d'une décision sur son maintien ou non en fonction, pour se présenter à la mairie de Chicago.

Secrétaire général de l'Elysée. Claude GUEANT se rendra en Côte d'Ivoire pour s'entretenir avec le président Laurent GBAGBO, dans la perspective du scrutin présidentiel, dont le 1^{er} tour a été fixé au 31 octobre. La date de cette visite, révélée par « Jeune Afrique » sur son site internet, n'a pas encore été définitivement fixée mais devrait avoir lieu « rapidement ». A noter que la liste électorale définitive de la Côte d'Ivoire a été « certifiée » vendredi par le représentant de l'ONU Youn-jin CHOI, qui l'a jugée « solide, équilibrée et crédible ».

POLITIQUE INTÉRIEURE

FILLON, ses défis et ses ambitions... « *Tant que je le pourrai, tant que j'aurai votre confiance, je ne laisserai rien passer qui puisse faire dire un jour que l'esprit d'équipe et le sens de l'intérêt général n'étaient pas aux rendez-vous* », a déclaré le Premier ministre lors des journées parlementaires de l'UMP. Son discours s'est conclu par une *standing ovation*.

... **pour après Matignon ?** Lors d'un entretien sur France 2, il a déclaré : « *J'ai un engagement politique qui a maintenant plus de 30 ans, je ne me vois pas faire ce que j'ai vu beaucoup d'autres responsables politiques faire, c'est-à-dire, après avoir exercé des responsabilités fortes, recommencer presque en bas du terrain* ». « *Je pense qu'il faut à chaque fois pouvoir se fixer un nouveau challenge* », a ajouté François FILLON.

Partage des pouvoirs au sein de l'exécutif... Au cours de ce même entretien, le Premier ministre a expliqué que le président de la République n'a « jamais » été son « mentor », ce qui a suscité de nombreux commentaires. « *Après avoir été pendant longtemps... comment dirais-je... pas un opposant à Nicolas SARKOZY, mais enfin... dans une partie de la famille gaulliste qui était assez opposée au mode de fonctionnement et au style du président de la République, j'ai décidé, j'ai*

accepté, j'ai choisi de le soutenir et de faire alliance avec lui parce qu'il m'a semblé qu'il était le meilleur candidat pour gagner l'élection présidentielle », a poursuivi François FILLON.

... **plus difficile que prévu.** Qualifié un temps de « *collaborateur* » par Nicolas SARKOZY, le Premier ministre est revenu aussi sur le. « *Je n'aurais pas accepté d'être Premier ministre si je n'avais pas été d'accord avec le projet (présidentiel), d'ailleurs un projet que j'ai largement contribué à écrire* ». « *Le mode de fonctionnement du quinquennat - la place très importante que prend le président de la République, la place très importante que prend le Parlement du fait des réformes que nous avons introduites - rend beaucoup de choses plus difficiles que je ne l'avais imaginé* », a admis le Premier ministre.

PS : des primaires « exemplaires et transparentes ». Martine AUBRY l'a de nouveau assuré, après les propos de Claude BARTOLONE, qui y voyait un simple processus de « *confirmation* ». Elle a rappelé le calendrier : « *en juin (2011) on dépose les candidatures, juste après les sénatoriales (septembre) on fait deux tours, espacés de deux semaines* ». La 1^{ère} secrétaire du PS ajoute : « *Il y en a qui sont un peu fébriles, un peu pressés* » mais « *pour moi, aujourd'hui le seul combat que doivent mener les socialistes, c'est d'être dans la rue pour se battre sur les retraites, c'est de se battre sur le budget, sur la sécurité sociale et de préparer un projet pour les Français* ». Même volonté d'apaisement de la part de Ségolène ROYAL.

François HOLLANDE veut discuter. « *Parlons de la France* » : l'ancien Premier secrétaire du PS publie ses propositions dans la perspective de 2012 sur le site de son association *Répondre à gauche* (www.repondreagauche.fr). Il s'agit d'un texte de 86 pages, recueil d'analyses et de propositions, « *pas encore un programme* » mais la « *trame d'une démarche* ». 20 propositions, autour de 5 priorités : jeunesse, redistribution, compétitivité, écologie et gouvernance européenne et mondiale.

Dominique de VILLEPIN veut se regrouper. L'ancien Premier ministre a confirmé que « *dix députés République solidaire* » étaient prêts à constituer un groupe parlementaire indépendant de l'UMP à l'Assemblée nationale. « *Il faut travailler en direction des différents groupes centristes* » pour arriver au seuil de 15 députés nécessaires à la constitution d'un groupe, a-t-il dit. Objectif : faire face à « *une droite qui a la tentation de se durcir* » et « *une gauche qui doit prendre en compte la gauche de la gauche* » : « *cela laisse un espace considérable aux centristes, aux gaullistes, aux radicaux* ».

Conseil économique, social et environnemental. 40 personnalités doivent être nommées en respectant la parité, par décret en Conseil des ministres. Probablement la semaine prochaine. A noter que l'une d'entre elles doit représenter les activités économiques françaises à l'étranger.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Le permis gagne des points. L'intégralité des 12 points du permis de conduire pourra être restituée dans un délai de deux ans (au lieu de trois ans actuellement), à condition qu'aucune infraction n'ait été commise pendant cette période. Les automobilistes seraient aussi autorisés à suivre un stage par an de récupération de points (4 points maximum par stage), contre un tous les deux ans actuellement. Le projet de loi sera débattu en séance publique mardi prochain.

Immigration, intégration et identité nationale. Texte défendu par Eric BESSON, très contesté. C'est le 5^{ème} sur l'entrée et le séjour des étrangers en France en 7 ans. Il a fait l'objet de nombreux amendements du gouvernement destinés à traduire dans la loi les mesures sécuritaires annoncées fin juillet à Grenoble par Nicolas SARKOZY. Le principal amendement vise à compléter la liste des motifs de déchéance de la nationalité française en élargissant ceux-ci aux meurtres de personnes dépositaires de l'autorité publique. Le ministre a justifié son projet de loi par l'obligation pour la France de transposer, dans les prochains mois, trois directives européennes :

- la 1^{ère} met en place une « *carte bleue européenne* » (l'équivalent de la « *green card* » américaine) pour les travailleurs étrangers hautement qualifiés.
- la 2^{ème}, dite directive « *sanctions* », vise « *ceux qui exploitent l'immigration clandestine* ».
- La 3^{ème}, dite « *directive retour* », ouvre « *la possibilité* » pour l'autorité administrative d'assortir une décision d'expulsion d' « *une interdiction de retour* » sur le territoire européen d'une durée de 3 à 5 ans. En commission, le rapporteur (UMP) du texte Thierry MARIANI, a durci cette « *possibilité* » en la transformant, contre l'avis du gouvernement, en « *obligation* ».

Les réactions : sans surprise, les députés socialistes ont dénoncé un « *recul de l'Etat de droit* » et affirmé que ce texte allait « *aggraver la situation de la France au regard de ses engagements européens* ». Le président du groupe Nouveau Centre, François SAUVADET, a déclaré qu'il n'était « *pas favorable* » à l'extension de la déchéance de la nationalité telle qu'elle est prévue dans le projet.

Les chiffres de l'immigration en France (selon le ministère). En 2009, 175 .416 titres de long séjour ont été délivrés à des ressortissants étrangers non européens (-2,9% par rapport à 2008). 75.712 titres de long séjour sont accordés au titre de l'immigration familiale. Sur 96.109 ressortissants étrangers en situation irrégulière interpellés en 2009, 85.101 ont fait l'objet d'une décision d'éloignement et 29.288 étrangers ont été effectivement reconduits dans leur pays d'origine, de manière volontaire (8.268) ou contrainte (21.020). Les clandestins sont estimés entre 200.000 et 400.000. En 2009, 136.000 ressortissants étrangers sont devenus français, soit 26.000 par la naissance en France, 16.000 par mariage et 92.000 par décret de naturalisation.

La tension monte entre la majorité et l'opposition au Palais Bourbon. Les présidents de groupe et l'ensemble des députés de l'opposition ont de nouveau réclamé la démission du président (UMP) de l'Assemblée nationale Bernard ACCOYER qui, selon eux, n'est « *plus digne* » de se maintenir à cette fonction. En signe de protestation, les députés de gauche ne se sont pas levés à son arrivée en séance publique. Ils se sont également abstenus de donner du traditionnel « *M. le Président* » lors de la séance de questions au gouvernement. Pour M. ACCOYER, « *la question de ma démission ne se pose pas* ».

Sénat

Le texte sur les retraites examiné à partir du 5 octobre. Gérard LARCHER, président (UMP) de la chambre haute du Parlement, a envoyé un message de fermeté « *Le Sénat va amender le texte* », a-t-il fait savoir, « *mais le report de l'âge légal à 62 ans et celui de l'âge pour une retraite à taux plein à 67 ans ne sont pas négociables* ». Il s'était dit, il y a quelques semaines, favorable au maintien à 65 ans de l'âge de départ garantissant une retraite sans décote pour les mères ayant élevé trois enfants. Il confirme aussi l'adoption de « *mesures d'équité* » sur la pénibilité, les carrières longues, les chômeurs proches de la retraite ou pour les personnes handicapées. Quoi qu'il en soit, « *le Sénat respectera l'équilibre de la réforme* », a-t-il dit.

Mouvement. Pierre JARLIER, sénateur du Cantal, quitte le groupe UMP pour rejoindre l'Union centriste.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014. Nouvelle catégorie de loi appelée à définir « *les orientations pluriannuelles des finances publiques* ». « *La stratégie présentée doit permettre de ramener le déficit public de 7,7% du PIB en 2010) à 6% en 2011 et 2% en 2014. Elle doit également permettre de maîtriser l'évolution de la dette publique, qui devrait décroître à partir de 2013.* »

Le budget pour 2011. Prévisions et engagements du gouvernement :

- croissance : +2% en 2011, après 1,5% cette année.
- dette publique : 86,5% du PIB, après 83,7% cette année. La charge de la dette devrait exploser, passant de 42,45 milliards d'euros cette année à 55,19 milliards en 2013. Soit + 4 milliards par an. La charge de la dette deviendra en 2012 la 1^{ère} dépense de l'Etat, devant les crédits de l'Education.
- inflation : +1,5%, après 1,2% cette année.
- emploi : 160.000 créations d'emplois marchands, soit environ le double de cette année, ce qui devrait réduire le taux de chômage.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le moral des ménages remonte en septembre. + 3 points par rapport à juillet.

Moins de défaillances d'entreprises. -8,5% en avril par rapport à mars, à 4.102. Les défaillances ont été moins nombreuses sur les douze derniers mois, avec une « *légère baisse* » de 0,9% par rapport aux douze mois précédents.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Budget 2011. Mission Action extérieure de l'Etat : très légère hausse, passant de 2,663 milliards d'euros en crédits de paiement à 2,98 milliards d'euros. Un programme spécifique, « *présidence française du G20 et du G8* », doté de 50 millions d'euros, est créé. Programme « *action de la France en Europe et dans le monde* » : 1,81 milliard (contre 1,7) ; Programme « *Diplomatie culturelle et d'influence* » : 758 millions d'euros. 14 millions d'euros sont affectés au nouvel « *Institut français* ».

Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » : 343 millions d'euros.
Le projet prévoit la suppression de 160 Emplois Temps Plein (ETP).

Délocalisation des actes d'état civil du Maroc... à Nantes. Arrêté du 14 septembre 2010.

Bureau de l'AFE. Publication de l'arrêté de convocation : les membres du Bureau et les présidents et rapporteurs des commissions temporaires de l'Assemblée des Français de l'étranger sont convoqués à Paris les vendredi 17 et samedi 18 décembre 2010.

Les implantations communes du réseau diplomatique avec nos partenaires européens : quels enjeux stratégiques et budgétaires ? Il s'agit d'un rapport d'information des commissions des affaires étrangères et des finances, fait par Adrien GOUTEYRON et Jean-Louis CARRÈRE. Les sénateurs défendent l'opportunité de développer des « *colocalisations* », fondée sur « *un double impératif de visibilité politique du rapprochement effectif entre deux ou plusieurs pays membres de l'Union européenne, et d'éventuelles économies budgétaires* ». Ils jugent souhaitable cette mutualisation dans une logique de rationalisation des réseaux à l'étranger, tout en jugeant l'exercice difficile. Les deux rapporteurs concluent en outre à l'impossibilité de « *la création, un temps évoqué, d'ambassadeurs communs à deux pays* ». <http://www.senat.fr/rap/r09-502/r09-502.html>

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Le pape Benoît XVI recevra le président Nicolas SARKOZY le 8 octobre au Vatican. La dernière rencontre entre Benoît XVI et le président de la République remonte à septembre 2008, lors du voyage du pape en France.

Pauvreté en France. 13% de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France. Cette proportion est restée stable en 2008 en France métropolitaine. Cela représente 7,836 millions de personnes. Chiffres de l'INSEE. Fixé à 949 euros par mois, le seuil de pauvreté monétaire est à 60% du niveau de vie médian, établi en 2008 à 1.580 euros mensuels.

Allocations d'autonomie, pour les jeunes. Le gouvernement va expérimenter deux types d'allocations. Les jeunes (18-25 ans) peu qualifiés pourront bénéficier du Revenu contractualisé d'autonomie (RCA), sous réserve de rechercher activement un emploi, ou de suivre une formation. 250 euros par mois, dégressif la 2^{ème} année et cumulable partiellement avec un salaire si celui-ci ne dépasse pas le Smic. Les jeunes en recherche d'emploi depuis au moins 6 mois, ayant validé au minimum une licence toucheront, eux, une allocation mensuelle d'environ 200 euros garantie pendant une année. 20 millions d'euros mobilisés pour 5.500 jeunes à partir de décembre.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

« **La démocratie Internet – Promesses et limites** ». Livre de Dominique CARDON (Seuil). Pour l'auteur, Internet « *constitue une forme politique particulière qui entre en résonance avec les attentes de renouvellement démocratique (...) en élargissant l'espace public à l'expression de nouveaux acteurs et en décloisonnant la discussion politique* ».

CARNET

Sports

Football. Coupe d'Europe. L'OM chute face à Chelsea 0-2 et Auxerre est battue à domicile 0-1 par le Real Madrid.

Nominations

Laurent DOMINATI, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Gérard CHESNEL, inspecteur général adjoint des affaires étrangères.

Bachir BAKHTI, consul général à Sydney.

Christian BADER, consul général à Djouba.

Jean AUDOUZE, président de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Sydney PEYROLES, secrétaire général de l'Académie de France à Rome.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr